

## ISRAËL\*

Israël est une économie de marché ouverte et technologiquement avancée, avec des secteurs agricole et industriel très évolués. Les exportations représentent 45 % de son PIB. Son profil en matière de science et d'innovation affiche de bonnes performances. C'est le pays qui a enregistré les plus fortes dépenses intérieures brutes de R-D (DIRD) en 2008, avec 4.9 % du PIB. En 2006, 77 % des DIRD étaient financées par les entreprises et 16 % par l'État.

Le secteur des entreprises a exécuté 81 % des DIRD en 2008, ce qui place Israël au deuxième rang des pays examinés dans ce document. Les dépenses *intra-muros* de R-D du secteur des entreprises (DIRDE) se sont élevées à 3.9 % du PIB en 2008, un niveau supérieur à tous les autres pays. D'autres indicateurs témoignent d'une vigueur similaire. En 2008, Israël a publié 1 380 articles scientifiques par million d'habitants et a produit 66 brevets triadiques, arrivant dans les deux cas en cinquième position. En 2006, les DIRD financées par les entreprises ont atteint 3.4 % du PIB.

Bien qu'une part relativement faible des DIRD, 3 %, ait été financée par l'étranger en 2006, sur la période 2005-07, pas moins de 15 % des demandes de brevet au titre du Traité de coopération en matière de brevets ont été déposées avec des co-inventeurs, notamment aux États-Unis. Israël se distingue particulièrement dans le domaine des technologies médicales : sur la période 2004-06, le pays a déposé 2.7 % des brevets de ce type, soit le double de sa part dans le total des brevets.

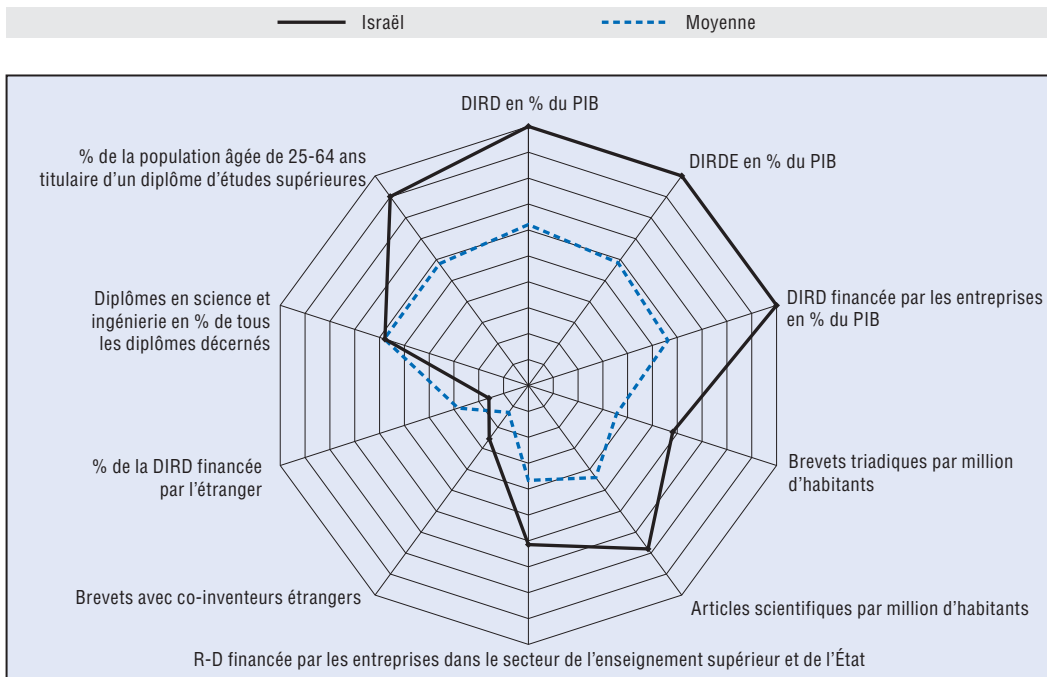
En 2007, le pays jouissait d'un avantage comparatif important dans les échanges de biens de haute technologie : les entreprises de ce secteur apportaient une contribution positive de 1.6 % à la balance commerciale du secteur manufacturier.

Le bilan d'Israël en matière de ressources humaines en science et technologie (RHST) est bon. Les 21 % de diplômés en science et ingénierie sur la totalité des diplômés décernés sont très proches de la moyenne de l'OCDE. La population israélienne présente un haut niveau d'études : en 2008, 44 % des 25-64 ans avaient suivi une formation supérieure. Pour essayer de dissuader les scientifiques israéliens de quitter le pays, le gouvernement a récemment approuvé la création et le financement de 30 centres d'excellence universitaires.

Entre 2001 et 2007, le pays a enregistré une croissance annuelle moyenne de 3.5 % de son PIB. Cette croissance s'est ralentie en 2008 et n'a été que de 0.7 % en 2009. Le chômage est passé de 6.1 % en 2008 à 7.4 % en 2009; quant à la productivité du travail, elle a affiché une progression moyenne de 1.4 % entre 2001 et 2008, malgré une croissance nulle en 2007 et 2008. Le PIB par habitant s'élevait à 59 % de celui des États-Unis en 2008.

Afin d'accroître l'efficacité, le ministère des Finances a récemment procédé à une harmonisation de la procédure budgétaire dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, ce qui inclut l'enseignement supérieur, la recherche fondamentale et la R-D des entreprises. Après des années de neutralité politique, le Bureau du scientifique en chef a récemment adopté une politique préférentielle afin de faire la part entre les secteurs à fort potentiel et ceux à haut risque. Les secteurs actuellement retenus en vue d'un traitement préférentiel sont la biotechnologie, les nanotechnologies et les industries de faible technologie; l'appui aux secteurs des technologies propres, telles que les énergies renouvelables ou les substituts au pétrole et à l'eau, est actuellement réexaminé.

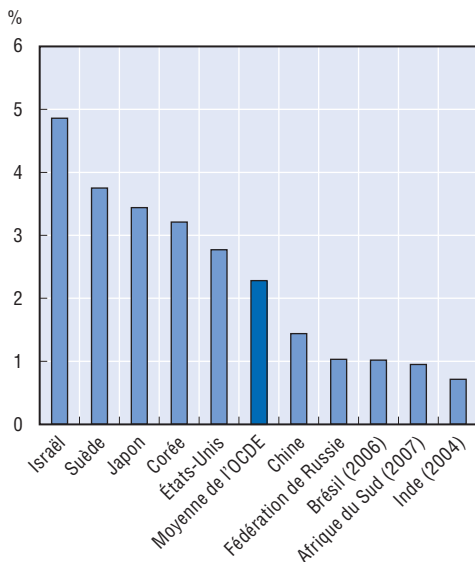
### Science et innovation : profil d'Israël



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932361905>

#### Dépenses intérieures brutes de R-D

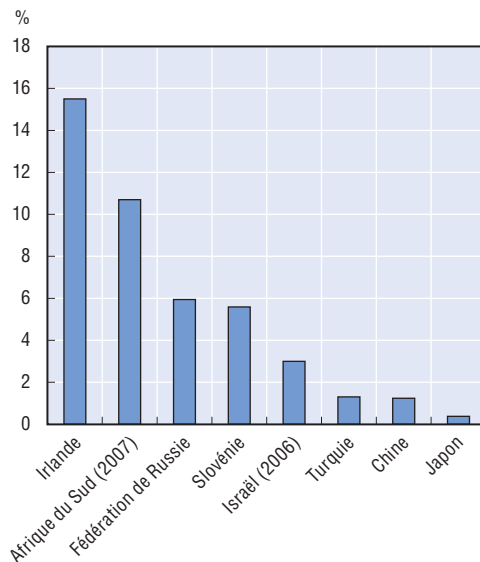
En pourcentage du PIB, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932361924>

#### DIRD financées par l'étranger

Pourcentage du total des DIRD, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932361943>

\* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.